



**Compte-rendu Conférence métier Résonances Humanitaires
« Travailler auprès des réfugiés en France » - 5 décembre 2015
Centre CERISE – 75002**



Une soixantaine d'adhérents dans le public.

Introduction :

Eric Gazeau, directeur de Résonances Humanitaires, rappelle la mission d'écoute et d'éclairage de l'association: accompagner, à leur retour de mission, les travailleurs humanitaires dans leur transition professionnelle.

Il précise que les Conférences Métiers, organisées par RH depuis plusieurs années, sont toujours l'occasion de faire se rencontrer adhérents actuels, futurs et anciens et de dynamiser le réseau RH. C'est une tribune d'expression pour les anciens humanitaires accompagnés par RH qui témoignent de leur parcours de reconversion – à leur retour en France.

Il souligne que le thème de la conférence fait largement écho aux parcours de certains adhérents de RH qui ont déjà travaillé à l'étranger auprès de réfugiés à des postes de coordination de projets dans des camps de déplacés – en zone de conflits ou dans des régions victimes de catastrophes naturelles.

Il présente et remercie ensuite les différents intervenants et notamment Pierre Lévené qui a permis à Résonances Humanitaires de signer un partenariat avec le Secours catholique en 2007.

Pierre Levené, Délégué Général de la Fondation Caritas France a ouvert les échanges.

Les quatre anciens humanitaires ayant bénéficié des services de RH ont ensuite témoigné de leur reconversion et de leur quotidien de travail auprès des réfugiés en France:

Emilie Camus anciennement rapporteur à la **Cour nationale du droit d'asile (CNDA)** et aujourd'hui chargée d'étude juridique dans cette même structure.

Yannick Le Bihan en tant que coordinateur régional Ile de France de **Médecins du Monde**.

Sacha Egard en tant qu'officier de protection à l'**OFPRA** Paris : l'Office français de protection des réfugiés et apatrides

Guillaume Schers, en tant que directeur de Centre d'accueil de demandeur d'asile à **France Terre d'asile** en Ile-de-France.



De gauche à droite : De gauche à droite: Sacha Egard (OFPRA), Pierre Levené (Fondation Caritas France), Emilie Camus (CNDA), Yannick Le Bihan (MDM), Guillaume Schers (France Terre d'Asile) et Eric Gazeau (Directeur de RH)

OUVERTURE DES ECHANGES :

Pierre Levené, directeur de la [Fondation Caritas France](#) présente les trois catégories d'acteurs qui œuvrent aujourd'hui en France dans l'accueil et l'accompagnement des réfugiés.

- 1) Les services de l'état : [OFPRA](#), [OFI](#), [HCR](#)
- 2) Les opérateurs sous – traitant de l'Etat : [France Terre d'Asile](#), [ADOMA](#), [Forum réfugiés - Cosi](#), [Croix Rouge](#), [COALLIA FNARS](#)
- 3) Les associations : [La Cimade](#), [JRS](#), [Secours Catholique](#), [Comede](#), [GISTI](#), [Médecins du Monde](#), [ESF](#), [SINGA](#)

Pierre Levené précise que tous ces acteurs ont besoin de ressources humaines, notamment sur les profils suivants : travailleurs sociaux, juristes, cadres de santé (soins, reconstruction, psycho-sociale), gestionnaires d'établissements.

Il mentionne également le grand besoin en bénévoles de certaines structures comme le [Cèdre](#) (Centre d'aide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés - Secours Catholique) et évoque également les besoins en ressources humaines et matérielles à Calais.

Il précise que tout au long de sa carrière (il a débuté à 16 ans comme bénévole auprès de sans-abri et s'est engagé au SC à 18ans) il a vu se transformer le monde associatif et constate que les profils ont grandement évolués : *« Si avant les profils été très variés, aujourd'hui, les associations ont affaire à un nouveau type de salariés, de plus en plus formés. Cela va dans le sens de la professionnalisation du milieu associatif ».*

Les 4 adhérents qui ont témoigné ensuite ont rappelé combien l'association RH leur avait été utile à leur retour de mission pour reprendre pied en France et trouver un nouveau projet qui leur convienne. Tous confirment que leur travail actuel est en phase avec la recherche de sens qu'ils avaient à leur retour en France.

SACHA EGARD : OFPRA

Adhérent de RH et ancien humanitaire (Cambodge, Liban), Sacha a intégré l'OFPRA en 2014 en tant qu'**Officier de protection instructeur**.

Deux missions principales dans son poste/cœur de métier :

- entretiens avec les demandeurs d'asile
- rédaction de propositions de décisions (environ 350/an soit une moyenne de 2/jour)

Au quotidien, il reçoit les dossiers, convoque les personnes pour des entretiens individuels et rédige les propositions d'accord ou de rejet. Sa mission est souvent rythmée par la participation à des groupes de travail thématiques (pays, mineurs isolés, violences faites aux femmes, etc.).

Il a également des possibilités de réaliser des missions à l'étranger pour la « réinstallation » de réfugiés pris en charge sur le terrain et accompagnés à leur arrivée en France.

Compétences requises: sens de l'organisation, attrait pour le droit, la géopolitique, capacités d'analyse fine des contextes délicats, rigueur et capacité à construire un raisonnement.

L' OFPRA recrute....

Echelle de salaire : environ 1700/1900 net/mois pour un contractuel au démarrage. Mais cette rémunération peut être revue à la hausse en fonction de l'expérience professionnelle du candidat.

Le travail d'Officier de protection à l'OFPRA s'inscrit plus dans une logique cyclique que dans une logique projet. D'où l'importance de participer à des groupes de travail thématiques pour rythmer son quotidien.

Principales qualités : positionnement et distanciation !

Offre d'emploi consultable sur le site de la [BIEP](#)

EMILIE CAMUS : CNDA Cour nationale du droit d'asile

Adhérente de RH, ancienne expatriée (Tanzanie) spécialisée dans la défense des droits de l'homme de retour en France en 2010. **Rapporteuse à la CNDA** durant trois ans, elle est aujourd'hui détachée comme **Chargée d'études et de recherches juridiques** au sein du Centre de recherche et de documentation de la Cour. En tant que rapporteur, elle instruit les dossiers et traite les demandes d'asile en appel de l'OFPRA. Le rapporteur analyse la demande au regard d'éléments juridiques et géopolitiques, rédige un rapport et présente des conclusions en audience. Ce rapport n'est qu'un avis, la décision étant prise, à l'issue de l'audience, par une formation de trois juges. Elle ne rencontre pas directement en entretien les demandeurs d'asile avant l'audience, et travaille sur le dossier de l'OFPRA pour fonder son analyse.

Forte dimension internationale et géopolitique dans son poste, intellectuellement très stimulant. Cela nécessite de se tenir au courant de la situation de chaque pays, des différents groupes vulnérables.

Le rapporteur à la CNDA ne travaille pas sur une zone géographique déterminée. Il y a donc une très forte diversité des situations examinées. Possibilité ponctuelle de missions dans les DOM/TOM et des missions « d'information pays » réalisées conjointement avec l'OFPRA.

Les besoins en RH à la CNDA :

- **Rapporteur** : environ 150 rapporteurs à la CNDA, recrutés pour une durée de trois ans (renouvelable), s'agissant des contractuels. Le turn-over est assez important. Environ trois sessions de recrutement de rapporteurs sont organisées chaque année, ce qui représente au total une trentaine de nouveaux rapporteurs par an. Possibilité d'évolution vers le Centre de recherche et de documentation de la CNDA (fort volet géopolitique et juridique).
- **Assesseur HCR** (une des trois personnes qui prend les décisions avec le magistrat et l'assesseur du Conseil d'Etat). Le recrutement se fait de manière indépendante par le HCR.

En début de carrière le salaire est d'environ 1700-1800 euros net/mois pour un contractuel au démarrage. Cette rémunération peut être plus élevée en fonction de l'expérience professionnelle du candidat. Par ailleurs, le concours des Instituts régionaux d'administrations (IRA) permet d'accéder au poste de Rapporteur en tant que titulaire.

Offres d'emploi disponibles sur le site de la [BIEP](#)

Assesseur du Haut-Commissariat pour les Réfugié (HCR) (une des trois personnes qui prend les décisions avec le magistrat et l'assesseur du Conseil d'Etat). Le recrutement d'assesseur HCR pour effectuer des vacations à la CNDA se fait de manière indépendante, par le HCR.

GUILLAUME SCHERS : FRANCE TERRE D'ASILE

Ancien humanitaire d'abord en Russie pour monter le Samu Social à Moscou. A son retour, il pousse la porte de RH et, à la suite de son accompagnement, devient SIAO d'urgence pour la Croix Rouge. Expérience très marquante où il a beaucoup appris (115, maraudes, gestion hôtelière, etc.).

Il a eu cependant quelques déceptions notamment liées aux contraintes imposées par l'Etat. Guillaume précise qu'il faut être prêt à assumer des injonctions contradictoires sur ce type de fonction. Depuis 2014, il est directeur de deux CADA (Centre d'Accueil pour Demandeur d'Asile) chez France Terre d'asile.

Son cœur de métier, c'est l'aspect managérial qu'il qualifie de complexe dans l'univers du social en France. C'est un vrai défi au quotidien !

Il y a donc de **gros enjeux de management** sur des postes de direction. Pour lui, un grand nombre de postes d'encadrement pourraient intéresser les anciens de l'humanitaire.

Rappel des deux diplômes pour la direction et l'encadrement de Centres médico-sociaux :

Le [CAFERUIS](#) (Chef de service)

Le [CAFDES](#) (Directeur)

Quelques chiffres sur France Terre d'asile :

Ressources financières essentiellement publiques.

30 CADA, 750 salariés, une dizaine de plateformes d'hébergement d'urgence, les dispositifs MIE (Mineurs Isolés Etrangers)

YANNICK LE BIHAN, MdM

Plus de 20 années chez MdM. A commencé sur des expériences siège/terrain, puis a obtenu son DESS en Développement et Coopération internationale pour ensuite prendre la direction de l'ONG Solidarité Internationale.

Il coordonne désormais les activités de MdM en Ile de France. Actuellement il existe trois centres d'accueils pour migrants tenus par MdM, deux à Paris et un en IDF.

Yannick revient sur l'expérience récente de la gestion des camps parisiens en juin dernier. Cela a vraiment démontré la difficulté des services de l'Etat à se coordonner et à gérer une telle situation. La gestion de ces camps s'est organisée grâce aux associations de riverains et une nouvelle forme de solidarité a vu le jour. Entre juin et novembre 2015, environ 4500 personnes ont été placées. A titre d'information, la Grèce gère 5000 places /jour.

Transfert de compétence profil humanitaire : fort atout liée à une **double lecture du travail** auprès des réfugiés, en France et à l'étranger, connaissances de **mutli-contextes et populations**.

Compétences nécessaires : Capacités managériales ; analyse fine des contextes des pays d'arrivées mais également des différentes réalités géographiques en France (très forte différence entre le camp de Paris et de Saint Denis).

Quelques échos des échanges avec le public :

Intervention d'Habiba F. adhérente de Résonances Humanitaires et membre de son conseil d'administration.

« Quel est l'état des lieux de la crise migratoire dans un contexte post-attentat ? »

Pierre Lévené : Le Secours Catholique a accompagné Calais depuis la fermeture du camp de Sangatt, cf film « Calais 10 ans après » et il reste encore beaucoup de difficultés notamment sanitaires à gérer. Il reste encore 5000 personnes sur place, la crise migratoire de Calais n'est pas terminée ! Le contexte mondial ajoute des difficultés puisqu'il y a un lien fort entre les conflits internationaux et l'arrivée de demandeurs d'asile.

Intervention de Avelina, coach bénévole à RH.

« L'Europe du Sud est une énorme porte d'entrée. Comment les associations peuvent-elles travailler ensemble ? »

Eric Gazeau et Yannick Le Bihan : On note que certains acteurs de l'action sociale en France (comme MDM ou le Secours catholique) ont fait appel à des ONG françaises comme Solidarités International ou MSF, habituées à travailler sur des théâtres de crises humanitaires d'urgence à l'étranger.

Des compétences spécifiques (wash/Sanit par exemple) sont requises sur beaucoup de terrains d'aide humanitaire internationale correspondent dorénavant à des besoins en France, notamment dans les camps de réfugiés à Calais. Le « plus » des humanitaires ayant exercé en ONG internationale : habitude de la gestion de projets en lien avec gestion des conflits ; gestion des flux migratoires ; connaissance enjeux liés au climat avec les réfugiés climatiques (COP 21).

Eric Gazeau rappelle également qu'il existe des collectifs d'ONG à l'échelle européenne comme [VOICE](#) qui regroupe près de 100 ONG européennes.

Frédérique D, bénévole à RH.

Existe-t-il des opportunités de postes ou de créations de postes sur des profils de « Coordinateur inter asso » ? Il semble que de nombreux adhérents de RH auraient des compétences pour ce type de poste.

Guillaume Schers: Aujourd'hui il n'y a pas vraiment de volonté politique de mettre en œuvre ce type de coordination. L'exemple récent de la loi sur la réforme de l'asile le montre bien : cette loi a été votée au même moment où la France accueillait 30 000 nouveaux demandeurs d'asile, elle est donc déjà obsolète !

Pierre Lévené : Il ne faut pas oublier la grande importance de la fonction plaidoyer, présente dans toutes les grandes organisations. Ce type de fonction peut clairement intéresser les adhérents de RH qui chercheraient de nouvelles responsabilités professionnelles à leur retour en France.

Alex S, adhérente de RH

« Comment sont perçues les candidatures où pré dominant des expériences à l'international et non en France ? »

Emilie Camus : L'expérience à l'international est fortement appréciée et valorisée à la CNDA. Précisons toutefois qu'il faut absolument être français pour pouvoir postuler. Pour l'OFPRA, il est nécessaire d'être de l'UE.

Jean Michel B, bénévole accueillant à RH

Qu'en est-il des compétences psychologiques requises pour tous ces postes ? Certaines situations ne doivent pas être simples à gérer ?

Sacha Egard : Pour un officier de protection à l'OFPRA, il est indispensable d'avoir une grande capacité d'écoute et d'analyse. Il faut également être très vigilant, avoir du tact et éviter tout transfert psychologique. Il faut savoir se positionner, rester humain tout en prenant de la distance.

EN CONCLUSION

Pierre Tripon, président de RH, remercie tous les intervenants pour la richesse et la force de leurs témoignages.

Pierre tient à souligner la difficulté de travailler dans une telle proximité avec son public, à la différence du travailleur humanitaire qui, souvent, travaille pour des milliers de personnes et est donc moins dans un rapport individuel.

« Vous faites des métiers admirables ! Cela doit nécessiter une grande capacité de prise de recul et de sang froid ! C'est autant de nouvelles pistes d'activité professionnelle à explorer pour les adhérents de RH de retour en France »

Suivez l'actualité de Résonances Humanitaires directement sur les réseaux sociaux ! www.contact@resonanceshumanitaires.org

 Facebook  LinkedIn